



Limiter l'accès à l'Hôpital ne sera jamais la solution... Trier les patients aux Urgences est inacceptable...

**DES MOYENS MAINTENANT !
POUR TOUT L'HÔPITAL ! POUR TOUTE LA POPULATION !**

Depuis le mercredi 18 mai, les Urgences de l'Hôpital Pellegrin à Bordeaux, sixième métropole de France, sont fermées la nuit par manque de personnels. Cette situation inédite a sonné l'alarme dans tout le pays : l'Hôpital craque de partout et il n'est plus possible pour le gouvernement de le camoufler. Oui, mais... Aucune décision n'est pour l'instant prise pour stopper cette marche au chaos.

Bien au contraire, le gouvernement et les ARS mettent en place tous les jours un peu plus de mesures pour imposer un tri des patient-e-s et restreindre l'accès aux Urgences (refus de réintégrer nos collègues suspendu-e-s, injonction à la population d'appeler le 15 avant de se rendre aux urgences, tri des malades par des bénévoles de la protection civile sur le parking des Urgences de Bordeaux...).

Pour stopper la maltraitance du personnel et des patient-e-s, et faire revenir les hospitalier-e-s qui ont quitté l'hôpital, il faut :

- ➔ la mise en stage des milliers de collègues toujours maintenu-e-s en CDD...
- ➔ la hausse immédiate des salaires et du point d'indice pour rattraper 12 ans de perte de pouvoir d'achat...
- ➔ la majoration franche des heures de nuit, de dimanches et de fériés...
- ➔ la réintégration au plus vite des suspendu-e-s...
- ➔ des mesures gouvernementales et salariales pour fidéliser les médecins et prioriser leur affectation à l'hôpital...
- ➔ un plan d'urgence pour la formation avec l'augmentation du nombre de places dans les centres de formation et facultés de médecine...

Les mobilisations partout en France exigent ces mesures depuis des mois.

Que nous répond la Ministre de la Santé Mme Bourguignon ? Les 120 Urgences fermées ou en difficulté : « Les chiffres à l'emporte-pièce, ça ne sert à rien... Il faut éviter de parler de catastrophe ou de naufrage... C'est anxiogène »... Les mesures d'urgences pour recruter du personnel et réouvrir les Urgences et les lits : « Si vous attendiez de moi que je règle en 48 heures le problème des Urgences, ce serait fait depuis longtemps par mes collègues... »



Le message est clair : Mme Bourguignon s'apprête à poursuivre le travail de Véran et Buzyn !...

...Poursuivre leurs 17 000 fermetures de lits, les milliers d'hospitalier-e-s poussé-e-s dehors par maltraitance, suspensions, culpabilisation... Poursuivre le tri des malades apparu pendant la crise Covid, limiter encore l'accès aux soins et à l'Hôpital...

Le président Macron annonce désormais une « mission flash » sur les urgences pour « identifier les dysfonctionnements » dans l'objectif de « maintenir la continuité des soins ».

Quelle est cette nouvelle manœuvre ? Laisser la situation empirer et nous dire après que c'est la démonstration qu'il faut changer de système ? Généraliser leur « modèle » bordelais et interdire un libre accès à l'Hôpital public sur tout le territoire ? De plus, les dernières annonces d'Emmanuel Macron à Cherbourg vont aggraver la situation.

Il faut arrêter cette politique qui met la population en danger en barrant l'accès aux soins.

La mobilisation pour nos revendications est indispensable le 7 juin prochain. Avec tou-te-s les hospitalier-e-s, avec la population, la fédération Santé et Action Sociale CGT appelle à se rassembler, à faire grève, à manifester. Il est temps de mettre ce gouvernement en minorité par la mobilisation dans nos établissements, dans la rue et par le plus grand nombre de députés progressistes à l'Assemblée nationale.

Dès maintenant et cet été, il est vital que toutes les Urgences soient ouvertes et réouvertes 24h/24, 7 jours sur 7.

Il est vital que l'Hôpital soit accessible à toute la population.

Nous ne lâcherons pas sur nos revendications !

Retrouvez toute l'actualité fédérale sur

